

9) #SOSNicaragua : exil, diaspora et participation à l'activisme transfrontalier



Les migrations forcées et l'exil ne sont pas des phénomènes nouveaux dans la société nicaraguayenne, dont l'histoire a été marquée par des régimes politiques dictatoriaux, des conflits armés internes et des crises sociopolitiques et économiques. Ces facteurs, qui ont affecté la cohésion du tissu social en raison des déplacements

vers l'extérieur, ont cédé la place à la formation de nouveaux espaces transnationaux identitaires.

Les personnes qui ont été forcées d'émigrer ou de s'exiler ont mis en place un système de coopération, même si elles ne sont pas toutes regroupées dans des espaces organisés. Face à cette réalité, on peut se demander quel est le rôle de ceux qui participent activement aux processus de résistance pacifique transfrontalière? Trouver des réponses nécessite une approche conceptuelle de l'exil et de la diaspora. À cet égard, Luis Roniger affirme que l'exil est un mécanisme d'exclusion institutionnelle qui révoque le plein exercice des droits de citoyenneté et, plus encore, empêche la participation de l'exilé ou de l'exilée à la vie politique nationale. Bien que l'on puisse aussi la concevoir comme toute condition de déplacement du lieu naturel où l'on prétend résider (et où l'on veut retourner), et dont on a dû sortir en raison de circonstances étrangères à la volonté (généralement dues à des violences de toutes sortes).

Ces approches conceptuelles prennent de l'importance au moment d'analyser les dynamiques de participation de l'exilé en tant qu'acteur dans les processus d'activisme transfrontalier, notamment dans le cas du Nicaragua. Dans ce contexte, le facteur prédominant à l'origine de cette forme de déplacement forcé est la persécution politique et les risques pour la sécurité personnelle des militants et des journalistes indépendants, en particulier à la suite des événements survenus lors de la crise sociopolitique d'avril 2018, qui a marqué un avant et un après au Nicaragua. Au cours de ce mois, un groupe de personnes âgées et de jeunes protestant contre les réformes du système de sécurité sociale a été agressé par des personnes identifiées comme membres du parti sandiniste. Cela a donné lieu à des mois de manifestations dans tout le pays et a déclenché une répression

aveugle contre la population civile désarmée. Il y a eu plus de 300 morts et des milliers de blessés, selon les chiffres du Mécanisme spécial de suivi pour le Nicaragua créé par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). Cette réforme de la sécurité sociale s'est ajoutée aux violations constantes des droits de l'homme et à l'affaiblissement des institutions au Nicaragua. C'est la goutte qui a fait déborder le vase.

Par rapport à la diaspora, celle-ci peut être définie comme un groupe dispersé qui partage une certaine culture et qui vit hors du territoire ou du pays qu'il considère comme son lieu naturel et dont les liens avec ce lieu sont cruciaux pour son identité collective. Il convient de souligner que la diaspora comprend une formation humaine et sociopolitique créée tant par des migrations volontaires que par des exils forcés, notamment. De par sa nature même, la diaspora constitue un important réseau de soutien pour les personnes exilées pour des raisons de persécution politique, mais elle représente aussi, conjointement avec l'exil, une partie essentielle des processus de mobilisation et d'influence politique au-delà des frontières du pays d'origine. En outre, ils jouent un rôle prépondérant pour briser l'encerclement médiatique imposé par des régimes hautement répressifs comme celui qui vit actuellement au Nicaragua et sont efficaces pour générer des processus de solidarité internationale.

Ces phénomènes sociaux, l'exil et la diaspora, reflètent une dure réalité. Selon les données du HCR, le nombre de personnes réfugiées, rien qu'au Costa Rica, atteint 90000 en 2021. Alors que le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis rapporte que le nombre de Nicaraguayens capturés alors qu'ils franchissaient illégalement la frontière avec les États-Unis a augmenté de 670 %. À cet égard, 575 Nicaraguayens qui franchissaient irrégulièrement la frontière ont été arrêtés rien qu'en janvier de cette année, et 4427 en mai.

Parallèlement à l'explosion sociale d'avril 2018, un processus d'organisation de la diaspora nicaraguayenne autour du monde a émergé de manière presque parallèle. Ce qui est venu comme une initiative pour soutenir de l'extérieur avec quelques ressources pour la prise en charge des personnes victimes de la répression exercée par le gouvernement, elle s'est rapidement transformée en un mouvement de dénonciation international composé de Nicaraguayennes et de Nicaraguayens dans différentes parties du monde. Ils ont commencé à utiliser le hashtag #SOSNicaragua sur leurs réseaux sociaux pour mettre en évidence les exactions commises par Daniel Ortega et son épouse Rosario Murillo contre les personnes qui manifestaient pacifiquement, ceux qui cherchaient à neutraliser les tentatives de censure et le manque d'information imposées par le régime.

Ce mouvement a également promu une campagne de dénonciation permanente sur les réseaux sociaux des violations des Droits de l'Homme au Nicaragua. En outre, il y a eu au moins deux actions concertées dans plus de 30 villes du monde : l'une, qui a eu lieu le 27 juin 2018, et deux, la marche du 7 novembre 2021 qui avait pour but de dénoncer la fraude électorale et d'exiger la libération des prisonniers politiques.

Actuellement, #SOSNicaragua regroupe des membres de la diaspora et de l'exil nicaraguayen, réalisant des actions de mobilisation et d'impact international de manière articulée aux États-Unis et dans les pays d'Europe et d'Amérique centrale. Cette action non violente transfrontalière a également joué un rôle fondamental en fournissant des soins et des réseaux de soutien aux personnes qui ont dû s'exiler ces dernières années à la suite de la répression.

Les marches et actions, promues et coordonnées au niveau mondial par les membres de #SOSNicaragua (aussi appelé #SOSNicaraguaGlobal) constituent une valeur ajoutée qui permet de poursuivre l'activisme et empêche les personnes de la diaspora de se dissocier des processus internes au Nicaragua. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'exil est également une occasion de tirer parti de la capacité de placer et de maintenir à l'ordre du jour international, par le biais de l'impact direct, de la problématique de la dérive autoritaire et des violations des Droits de l'Homme.

Cela a également été l'un des principaux axes de travail de ce mouvement transfrontalier, puisque depuis les différentes régions du monde, ils sont actifs et utilisent le dialogue et le lobbying auprès des gouvernements, des organismes régionaux, et des organisations de la société civile pour mener à bien cette tâche.

Alexa Zamora est une militante et défenseuse des droits humains. Elle est actuellement membre du Conseil politique de l'unité nationale bleue et blanche (Nicaragua). Elle a été chercheuse dans le domaine des politiques publiques et de l'audit social.